



COMMISSION DE L'OcéAN INDIEN

Du 11 au 17 février 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération régionale2

-

2. Centres d'intérêts

2.1 Pêche4

- Pêche durable : pêcher en préservant nos océans

2.2 Energies renouvelables.....6

- State House aux Seychelles est connecté à l'énergie solaire;
Un plan pour que les trois branches du gouvernement
passent au vert

- Energies : le projet Volobe avance petits pas

2.3 Biodiversité.....9

-Conscientiser les jeunes sur la protection de l'écosystème

2.4 Tourisme.....12

- Arrivées touristiques : hausse de 21,6% de touristes chinois
en janvier

Commission de l'Océan indien I Les Comores assureront la présidence en exercice à partir du mois prochain

Politique | 17/02/2020 - [Abouhariat Said Abdallah](#)



Selon l'Officier permanent de liaison (Opl) des Comores à la Coi, Imam Abdillah, au cours de cette période, l'Union des Comores focalisera son action à la mise en œuvre de nouveaux accords, entre autres. Rappelons que l'Accord de Victoria signé en 1984 et instituant l'organisation régionale a permis aux cinq Etats membres de concrétiser de nombreux projets et actions d'intérêt commun.

La 34ème Session des ministres des Affaires étrangères de la Commission de l'Océan indien, Le 6 mars prochain, se tiendra aux Seychelles. Au cours de cette rencontre ministérielle, les Seychelles vont passer le flambeau de la présidence en exercice de la Commission de l'Océan indien (Coi) pour une période d'un an. Cette présidence tournante est assurée par ordre alphabétique. Cette présidence comorienne qui s'étalera du 6 mars 2020 au 6 mars 2021. Les Comores devront assurer la mise en œuvre effective des recommandations émises à l'issue de la conférence ministérielle tenue à Moroni les 2 et 3 août dernier.

La présidence du Comité des Officiers permanents de liaison

Selon l'Officier permanent de liaison des Comores à la Coi, Imam Abdillah, au cours de cette période, l'Union des Comores focalisera son action à la mise en œuvre de nouveaux accords, entre autres. Rappelons que l'Accord de Victoria signé en 1984 et instituant l'organisation régionale a permis aux cinq Etats membres de concrétiser de nombreux projets et actions d'intérêt commun. «Les ministres ont constaté que les actions menées

jusqu'aujourd'hui n'étaient pas en mesure de pouvoir répondre aux orientations stratégiques et géopolitiques de la Coi. Il va donc falloir que les Etats adaptent ces recommandations avec les cadres régionaux», avance Imam Abdillah, Opl des Comores auprès de la Coi. Dans son intervention, l'Opl des Comores a ajouté que les ministres se sont alors rencontrés le mois d'août dernier pour réorienter les actions et les mettre en conformité avec les politiques nationales des pays membres. Durant cette période, les Comores assureront la présidence en exercice de la Coi. Le pays va également assurer la présidence du Comité des Officiers permanents de liaison. Depuis sa création, la Commission de l'Océan indien (Coi) intervient dans tous les domaines au niveau régional comme au niveau national. Des projets sont hébergés dans de différents secteurs ministériels pour le cas des Comores. Un projet régional nommé veille sanitaire, financé par l'Afd, est mis en œuvre par tous les cinq pays membres (les Comores, France (Réunion), Madagascar, Maurice, les Seychelles).

Une réunion du comité technique s'est tenue à Moroni la semaine dernière pour examiner les réponses appropriée à la prévention contre l'épidémie de Coronavirus. «Parmi les domaines d'intervention de la Coi aux Comores, il y a les domaines de la santé, de la biodiversité, de la sécurité alimentaire, il y aussi le projet visant à faire de Madagascar le grenier de l'Océan indien, un projet sur l'économie bleue, plusieurs activités sont exécutés dans ce domaine», souligne Imam Abdillah.

Pêche durable : pêcher en préservant nos océans

– Vianney Furon



La semaine de la pêche durable se déroule durant une semaine à partir du 17 février 2020.

Véritable show en français et en créole un spectacle de sirènes conteuses se tiendra dans le bassin principal de l'aquarium de Saint-Gilles-Les-Bains. Le thème ? Le respect de l'environnement et la préservation des ressources. Au prix d'une entrée dans l'aquarium, vous pourrez assister à cette performance artistique, avec même un cadeau à la clé. Les séances se dérouleront **le samedi 15 et dimanche 16 février 2020 à 16h00.**

Tout au long du weekend, une exposition photographique sur la faune et l'environnement des **Terres Australes et Antarctiques françaises (Taaf)** sera à contempler. De plus, le film "*Mon père ce pêcheur*" sera visible jusqu'au 23 février. Parallèlement, chez Cap Bourbon, au [Port](#), une première opération de ventes en ligne éphémère de produits issus de la pêche aura lieu à partir du **15 février.**

Surpêche, de quoi on parle ?

Ces événements dans l'**Ouest de l'île** se déroulent dans le cadre de la pêche durable, une activité promue pour lutter contre la surpêche. La surpêche entraîne de nombreuses atteintes à l'environnement. Parmi elles, l'exploitation intensive de poissons sauvages, la disparition des mangroves, les gardes-mangers des poissons, mais aussi la pollution des eaux des poissons d'élevage. La surpêche revient à pêcher à un niveau qui empêche le renouvellement des poissons.

En **2017, 92,5 millions de tonnes** de poissons et de fruits de mer ont été pris dans le monde, soit plus de 4 fois plus qu'en **1950**, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. [La Réunion](#) et l'ensemble des terres australes sont étroitement concernés par cette problématique car le secteur halieutique fournit **11 % de la pêche française.**

Prise de conscience écologique

Pour lutter contre cette surpêche, depuis quelques années des voix s'élèvent pour encourager la pêche responsable. **Citoyens, ONG, politiques**, la prise de conscience écologique est progressive. Pour autant, tous ne s'accordent pas sur la notion de "*pêche durable*".

Mettre tout le monde d'accord sur une définition est une véritable gageure. Par exemple, les labels durables **MSC** et **ASC**, promus par le conseil pour la bonne gestion des mers (*Marine Stewardship Council*) sont dénoncés par d'autres ONG.

Les avis des militants environnementaux risquent d'être aussi nombreux que... les gouttes d'eau d'un océan.

State House aux Seychelles est connecté à l'énergie solaire; Un plan pour que les trois branches du gouvernement passent au vert

By: Salifa Karapetyan édité par Betymie Bonnelame et traduit par Rudie Bastienne



*Le panneau solaire de 90 kilowatts a été installé sur le Victoria Gymnasium à proximité .
(Patrick Joubert)*

(Seychelles News Agency) - La State House aux Seychelles économisera sur les factures d'électricité maintenant qu'elle est connectée à un panneau solaire de 90 kilowatts installé sur le Victoria Gymnasium à proximité.

Trois panneaux solaires ont été placés sur le Victoria Gymnasium car "le bâtiment de la State House est considéré comme ayant certains aspects patrimoniaux, c'est pourquoi ils n'y ont pas été installés directement", a déclaré le ministre pour l'Environnement, l'Énergie et le Changement climatique, Wallace Cosgrow, lors de l'inauguration vendredi.

Les panneaux solaires pourraient faire économiser 141 330 SCR (10 299 \$) par an à State House sur les factures d'électricité.

L'installation des panneaux fait partie du projet de démocratisation des systèmes solaires photovoltaïques aux Seychelles grâce à une subvention de 3,44 millions de dollars du gouvernement indien.

"Nous avons prévu d'installer des panneaux solaires sur les toits des trois bâtiments qui représentent les trois branches de l'Etat - l'Assemblée nationale, la State House et la Cour suprême - afin que ces institutions puissent être considérées comme de bons exemples", a déclaré M. Cosgrow. Les panneaux solaires ont été installés avec succès sur le bâtiment de l'Assemblée nationale l'année dernière et doivent encore être installés sur un bâtiment judiciaire car cela ne peut pas être fait sur le toit de la Cour suprême. Outre le bâtiment de l'Assemblée nationale, des panneaux solaires ont été installés au ministère de la Santé et au foyer de transit de Barbarons à Grand Anse, un quartier ouest de Mahé.

Outre l'avantage immédiat de la réduction des factures d'électricité, M. Cosgrow a déclaré que l'installation de panneaux solaires contribuerait au plan du pays "d'apporter plus d'énergie solaire dans notre réseau aux Seychelles".

Les Seychelles, un archipel de 115 îles dans l'ouest de l'océan Indien, ont une politique énergétique 2010-2030 comme guide pour réduire la consommation de combustibles fossiles de 15% d'ici 2030.

Le directeur général de la Public Utility Corporation (PUC), Philippe Morin, a déclaré à la SNA qu'à l'heure actuelle, près de 3,5% de l'énergie du réseau électrique provient d'énergies renouvelables.

"Une fois que nous aurons achevé le projet de cinq mégawatts sur l'île de Romainville, de un-mégawatt installé avec l'aide de la subvention indienne et la ferme solaire de quatre mégawatts dans la lagune de Le Rocher, nous obtiendrons un total de près de cinq pour cent d'énergie renouvelable ", a déclaré M. Morin.

M. Cosgrow a déclaré que l'énergie produite par la ferme de l'Ile de Romainville, qui devrait être mise en service le mois prochain, couvrira environ 500 ménages considérés comme étant vulnérables.

Energie – Le projet Volobe avance à petits pas

15 février 2020 • Mirana Ihariiva • 371 Vues • 3 minute(s) pour lire



Rémy Hubert de la CGHV, Christian Ramarolahy ministre de l'Énergie et Vonjy Andriamanga DG de la Jirama, à la pré-signature du projet Volobe.

Une cérémonie de pré-signature du projet de mise en place de la centrale hydroélectrique de Volobe s'est déroulée avant-hier. Le chemin s'annonce encore périlleux.

L'attente est longue. Le site hydroélectrique de Volobe est en gestation depuis près de trois ans alors que le premier kilowattheure ne sera disponible qu'en 2023. Un document d'entente sur le projet Volobe a été « paraphé » entre les trois parties concernées par le projet de mise en place de centrale hydroélectrique à Volobe dans la région Est. « Ce projet est complexe et nécessite beaucoup de temps », a toujours souligné, Rémy Hubert, représentant du concessionnaire Compagnie générale hydroélectrique de Volobe (CGHV), chaque fois que l'occasion se présentait pour lui obtenir des informations sur l'avancement du projet Volobe.

En effet, la centrale hydroélectrique fournira de l'électricité à quelque deux millions d'individus avec 750GWH de production par an, soit 40% de la production électrique actuelle dans le pays. C'est le contrat de concession de 35 ans pour la Compagnie générale hydroélectrique de Volobe (CGHV) ainsi que le contrat d'achat d'énergie par la Jirama qui ont été « paraphés », hier.

Compétitif

Le représentant de la CGHV, Rémy Hubert, le ministre de l'énergie et des hydrocarbures, Christian Ramarolahy, le directeur général de la Jirama, Vonjy Andriamanga y étaient présents. Il s'agit d'un paraphe témoignant que les trois parties sont d'accord à 90% sur le projet et que la signature finale peut se faire dans un délai proche.

« Les 10% restant peuvent se traduire par des détails à revoir sur la durée de la concession, des ajustements de la part du ministère de l'économie et des Finances, ou encore des remarques de la part des institutions financières, les contrats de financement pour une obtention de crédit. Ce sont des détails à considérer pour une totale capacité à signer formellement par la suite », fait savoir une source très proche du dossier Volobe. Cette signature formelle a été attendue depuis l'année dernière pour être reportée et reportée. Des descentes sur terrain ont eu lieu pour des constats des parties prenantes. Il y eut ensuite la signature entre les actionnaires, à savoir le groupe Axian, Colas, SN Power et Africa50 en octobre. Le montage financier a été indiqué être le « gros morceau » du projet. Des prêteurs tels que SFI, BAD et AFD Proparco se sont déjà manifestés.

Toujours est-il que la cérémonie d'hier constitue un pas pour les trois parties à vouloir aller de l'avant pragmatiquement. « Vonjy Andriamanga, directeur général de la Jirama a souligné que le projet Volobe figurait parmi les stratégies de redressement de la compagnie d'eau et d'électricité. Le principe est de réduire le coût de revient qui avoisine actuellement les 25 cents de dollars. Avec Volobe, ceci sera de 7 cents dollars », indique un communiqué de la Jirama.

Conscientiser les jeunes sur la protection de l'écosystème

🕒 14/02/2020



[Andjouza Abouheir](#)



La formation sur le suivi socio-économique de l'environnement marin et côtier organisé par l'Association d'Intervention pour le Développement et l'Environnement (AIDE), a pris fin hier jeudi à Moroni. Il avait pour but de conscientiser les participants sur la protection de l'écosystème.

Depuis trois jours, l'Association d'Intervention pour le Développement et l'Environnement (AIDE) a formé 24 personnes sur le suivi socio-économique de l'environnement marin et côtier. Cet atelier avait comme mission de fournir aux bénéficiaires, un outil de travail qui leur permettra de mieux intégrer la dimension humaine dans la protection de l'environnement afin qu'ils puissent sensibiliser à leur tour la population sur les ressources marines et côtières qui l'entourent.

Le président de ladite association a montré les bienfaits de la protection des mangroves et des récifs. « Les récifs coralliens ainsi que les mangroves contribuent à l'écosystème et font l'objet de nombreux usages, tant à travers les pêches récifales, que les activités récréatives et touristiques », souligne Said Ahamada, avant de rajouter que « le but aujourd'hui est de conscientiser les jeunes sur la pollution et la dégradation du milieu naturel par les déchets jetés à la mer ». Selon lui, la mer regorge d'une multitude d'espèces animales et végétales telles que les coquillages, les concombres de mer, les poissons, les étoiles de mer, les éponges. « Sans les récifs, la flore et la faune aquatiques, ne seraient pas aussi diversifiés », dit-il.

A titre de rappel, cette ONG n'est pas à son premier acte. Depuis 1997, elle s'est lancée dans diverses activités telles que la sensibilisation communautaire sur la protection de l'écosystème. Les bénéficiaires de cette formation financée à hauteur de 8 millions par la CEPF ont reconnu son importance et espèrent toucher le maximum de personnes sur l'intérêt des ressources marines et côtières. « Aujourd'hui, je connais tous les dangers liés à la pollution de la mer. Et je pense que maintenant je serai capable d'expliquer à mon prochain l'intérêt de préserver l'écosystème », avance Samir Ahamada. Les participants s'engagent à sensibiliser les gens pour protéger les zones côtières et à mobiliser les pêcheurs à ne pas dégrader l'environnement.

Andjouza Abouheir

Biodiversité – La dégradation de la nature impacte sur le PIB du pays

🕒 17 février 2020 👤 Harilalaina Rakotobe 👁 72 Vues 📖 2 minute(s) pour lire



Le marché des fruits et légumes deviendra hors de prix d'ici quelques années.

Madagascar perdra 4.2% de son produit intérieur brut d'ici à 2050 si la nature continue de se dégrader au même rythme que maintenant.

Ce constat a été exposé par le WWF lors de la publication du rapport intitulé « Global Futures ». Ce rapport révèle, pour la première fois, le coût économique du déclin de la nature pour 140 pays et identifie les pays dont les économies seront les plus durement touchées.

Selon le rapport, l'érosion des côtes, la perte des espèces et le déclin de ces richesses naturelles coûteraient 479 milliards de dollars par an au niveau mondial. Pour Madagascar, la diminution de la couverture forestière actuelle ferait perdre 1,31% de notre PIB d'ici 2050.

Si la déforestation réduit encore plus la surface des forêts restantes, celles-ci stockeront moins de carbone, et nous protégeront moins des effets du changement climatique. En conséquence, les prix des produits de base et denrées alimentaires vont augmenter.

Selon les études, la hausse des prix au niveau mondial sera, pour le bois de 8%, le coton de 6% et les fruits et légumes de 3%. Pour Tiana Ramahaleo, directeur de conservation du WWF à Madagascar, « Il est urgent que nous préservons la nature restante qui fait la fierté de Madagascar. Nous avons l'opportunité en 2020 d'ouvrir un nouveau chapitre pour reverdir Madagascar et sauver notre biodiversité. Le WWF appelle à des engagements clairs et durables de nous tous pour la préservation de notre biodiversité pour la génération future, la concrétisation de nos engagements sur le climat et l'atteinte de nos objectifs de développement durable pour Madagascar. »

Arrivées touristiques : hausse de 21,6% de touristes chinois en janvier

Par [Melhia Bissière](#)



Des 21,6 % de touristes chinois additionnels, 4 611 d'entre eux, soit 18,9 % de plus, ont voyagé par voie aérienne. Par contre, 160 contre 45 en 2019, ont favorisé le déplacement maritime. C'est ce que révèle le dernier relevé de Statistics Mauritius, avant l'ampleur du Corona virus et l'interruption des vols sur la Chine par Air Mauritius. Cela dit, les arrivées touristiques de la Chine sur les mois suivants seront décisives. D'ailleurs, l'impact se fera bel et bien sentir, indique Joe Lesjongard, ministre du Tourisme. «*Nous prévoyons une baisse d'environ 3 000 arrivées touristiques chinoises*», a-t-il déclaré lors du lancement de la Bocuse d'Or Academy Mauritius récemment.

En dépit de ces estimations, le tourisme mauricien affiche une légère amélioration. En effet, de janvier 2019 à janvier 2020, une hausse équivalente 12,4 % a été recensée, soit 137 419 visiteurs étrangers contre 122 273 respectivement. On note également une augmentation de 87,9 % des arrivées par voie maritime. Cette tendance est également confirmée par la Mauritius Tourism Promotion Authority (MTPA) qui avance que Maurice a accueilli 59 556 passagers et 38 bateaux de croisière en 2019 contre 47 577 passagers et 42 bateaux en 2018.

De plus, les visiteurs asiatiques, africains et européens étaient plus nombreux pendant le premier mois de l'année. Par exemple, dans le cas des Asiatiques, une augmentation de 21,2 % a été notée. Des hausses de 11,8 % et 11,9 % ont été recensées dans le cas de touristes européens et africains respectivement. Toutefois, une chute dans les arrivées a été enregistrée au niveau de certains pays européens dont la Norvège, le Portugal, le Danemark, la Suède, la Hollande, la Grèce ou encore le Royaume-Uni. Parallèlement, une forte progression de l'ordre de 89,5 % est observée des pays du Moyen-Orient. En effet, 1 975 touristes étaient venus à Maurice en janvier 2019.

Comparativement, en janvier dernier, ce taux a franchi le seuil de 3 743 visiteurs.

Par ailleurs, les femmes-touristes ont davantage visité l'île en ce début d'année. Ainsi, en janvier 2020, 69,794 visiteuses ont été répertoriées contre 61 992 en janvier 2019. Quant à leurs homologues masculins, ils étaient au nombre de 67 625 en janvier 2020 contre 60 281 durant la même période en 2019.

En janvier 2019, le secteur touristique a généré des revenus de Rs 6,2 millions à Maurice. Les chiffres pour le premier mois de 2020 ne sont pas encore disponibles. Et en termes de préférences internationales, les touristes français conservent toujours la première place, avec 22,5 % du marché. En seconde position, on retrouve l'île de La Réunion, qui marque tout de même une petite baisse avec 13,3 % contre 14,6 % de part du marché en janvier 2019. L'Allemagne se classe à la troisième position avec une hausse de 11 %, suivie de l'Afrique-du-Sud avec 7,2 % du marché. Le Royaume-Uni connaît une baisse, passant à 5,9 % du marché en janvier 2020 contre 6,8 % en janvier 2019. À la sixième place, se trouve la Chine qui représente 3,5 % du marché touristique mauricien. Ensuite, viennent respectivement l'Inde, qui chute aussi à 3,5 % contre 4,3 % entre janvier 2020 et 2019 respectivement et l'Italie à la huitième position avec 3,3 % du marché. L'Arabie saoudite se classe en neuvième position avec une hausse significative de 2,3 % en 2020 contre 1,1 en 2019. Enfin, la Russie arrive à la dixième place avec 2,1 % contre 1,7 % entre janvier 2020 et janvier 2019 respectivement.